



RAPPORT

ANNUEL

EXERCICE 2001

SOMMAIRE

4	CONSEIL D'ADMINISTRATION
5	• CONSEIL DE DIRECTION
6	• REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL
7	• ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 28/05/2002 ORDRE DU JOUR
8	• RAPPORT D'ACTIVITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
15	• RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
16	• RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
18	• TEXTES DE RESOLUTIONS
20	• ETATS FINANCIERS
25	• ANNEXES



Conseil d'administration

PRESIDENT | DU | CONSEIL

M. Vincent TIOKO DJEDJE

(Représentant SIR)

SIR | REPRESENTEE | PAR :

M. Laurent Zirignon OTTRO
M. Joël André Gerald DERVAIN
M. Jean TOSI
M. Cyrille BOUABRE

SHELL-CI REPRESENTEE | PAR:

M. Christian FASSINO

COMMISSAIRES AUX COMPTES :

M. Daouda SANGARE

Expert-comptable
diplômé inscrit près
la Cour d'Appel
d'Abidjan

M. Christian MARMIGNON
ERNST & YOUNG

Expert-comptable
diplômé-associé
inscrit près la
Cour d'Appel
d'Abidjan



Conseil de Direction

DIRECTEUR GENERAL

M. Adama DAO

SECRETAIRE GENERAL

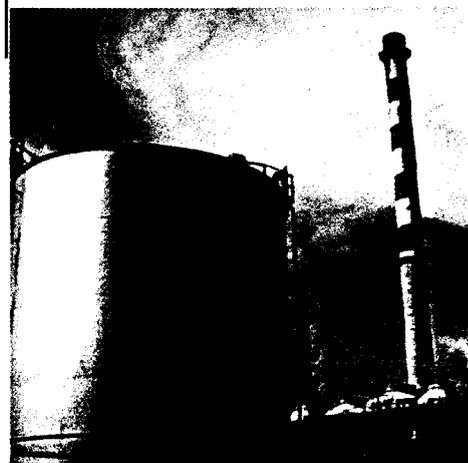
M. Marcellin ZOGBO
TOIPLY

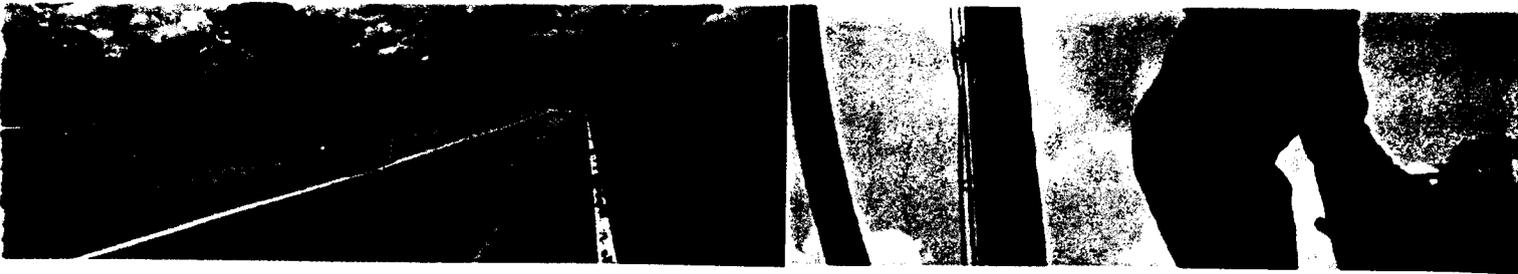
DIRECTEUR TECHNIQUE ET MARKETING

M. Honoré KHISSY
BEYNIQUAH

DIRECTEUR FINANCIER

M. Joachim CAMARA
NAGNELBAN





REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

SIR
66,043 %

DIVERS PRIVES
28,213 %

SHELL - CI
5,744 %

TOTAL
100,000 %





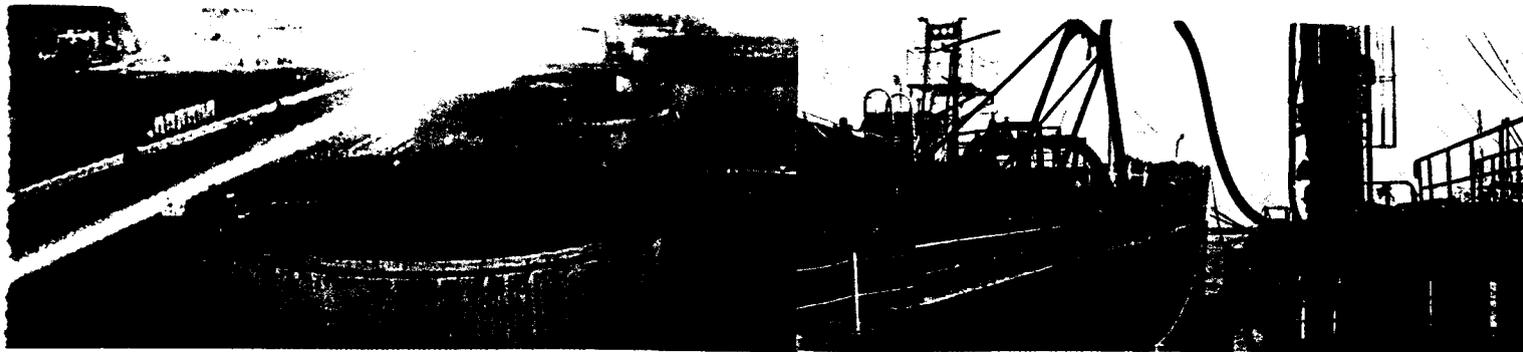
ASSEMBLEE

GENERALE ORDINAIRE

ORDRE DU JOUR

- 1• Audition du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration à l'A.G.O.
- 2• Audition des Rapports des Commissaires aux comptes
- 3• Approbation des comptes annuels clos le 31 décembre 2001
- 4• Affectation des résultats
- 5• Approbation des conventions visées à l'article 438 de l'Acte Uniforme de l'OHADA
- 6• Quitus aux Administrateurs et décharge aux Commissaires aux comptes
- 7• Fixation du montant des indemnités de fonction
- 8• Adoption des résolutions

ATTENTION
L'Assemblée générale
Ordinaire du 23 mai 2002
se tiendra à 10h 30 à
l'Hôtel Ivorie, Salle
"Aux 4 coins du monde"
(Casino).



RAPPORT

D'ACTIVITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames et Messieurs,

Conformément aux prescriptions légales et réglementaires, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, à l'effet de :

- Vous rendre compte des activités de votre Société au cours de l'exercice 2001,

- Vous faire connaître les résultats obtenus,

- Soumettre à votre approbation, les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2001,

- Vous proposer enfin, les affectations et répartitions qui nous paraissent opportunes.

Par ailleurs, il vous sera donné un aperçu des perspectives de votre société pour l'exercice en cours.

ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Les activités de la SMB se sont déroulées au cours de l'exercice 2001 dans un environnement économique, industriel et socio-

politique défavorable.

Au plan International, la récession économique qui a frappé les grands pays occidentaux et qui s'est accentuée par les attentats du 11 Septembre 2001 aux Etats Unis a conduit à une baisse relative des prix des pétroles bruts et des produits pétroliers.

Par ailleurs, nous avons assisté à la persistance de la hausse du cours du dollar. Quant aux marges de raffinage, elles sont restées à des niveaux relativement bas.

Au plan national, il faut noter une absence de croissance économique dont les signes évidents sont la quasi disparition de la consommation des produits bitumineux due à un arrêt des investissements.

En ce qui concerne la SMB, la détérioration de la consommation des produits bitumineux observée depuis 1999 s'est accentuée pour atteindre des niveaux jamais réalisés depuis le démarrage de ses activités.

Au plan de la production, de

nombreuses difficultés techniques ont jalonné la marche de nos installations.

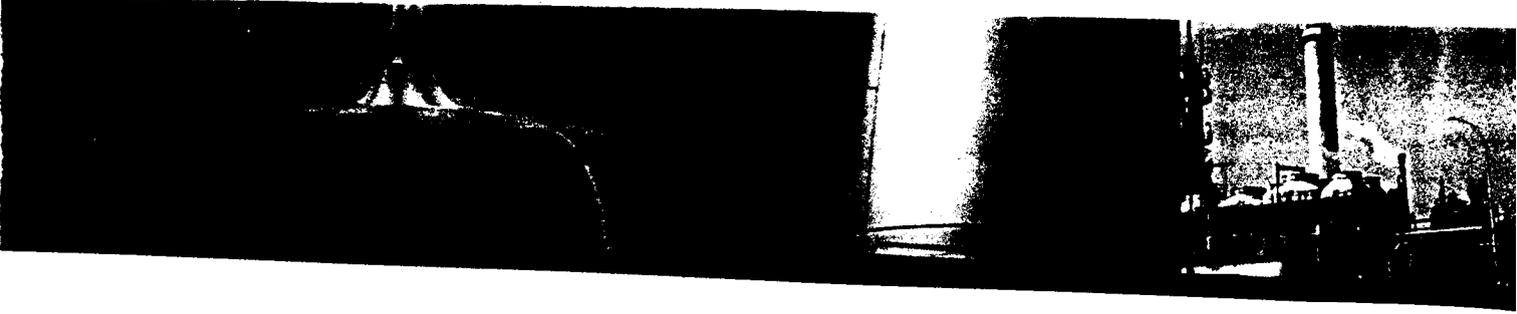
Sur le plan comptable et fiscal nous avons assisté à :

- des redressements d'impôts suivi d'une vérification générale de la comptabilité des trois derniers exercices,

- la correction du stock final des pièces de rechange et à la prise en compte d'une provision pour dépréciation des certificats FNI.

Au total, les difficultés (externes et internes) évoquées ci-dessus ont constitué tout au long de l'exercice une menace sérieuse pour la compétitivité de nos produits à l'exportation face à la concurrence de plus en plus forte des bitumes en provenance des raffineries d'Espagne et des Caraïbes.

C'est donc dans cet environnement économique défavorable qu'il convient d'examiner les différents aspects majeurs de notre activité.



RAPPORT

D'ACTIVITES

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La hausse constatée est essentiellement liée aux grands travaux d'infrastructures routières réalisés au Mali en vue des préparatifs pour la CAN 2002 et des prochaines élections présidentielles d'avril 2002.

MARCHE EXPORTATION

Le marché export est composé en grande partie par les pays à façade maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les exportations de bitumes enregistrées sur l'année 2001 sont de **89 KT** de bitumes correspondant à un chiffre d'affaires de **12.406 MFCFA** contre **103,4 KT** de bitumes vendus l'exercice précédent pour un chiffre d'affaires de **13.039 MFCFA** soit des baisses respectives de **14 %** en volume et de **5%** en valeur.

Les ventes de bitumes réalisées à l'exportation sur l'année 2001 comparées aux prévisions budgétaires (**126 KT** pour un chiffre d'affaires de **16.097 MFCFA**) correspondent à des taux de réalisations de **71%** en volume et de **77%** en valeur.

Le retard en volume observé est dû essentiellement à la baisse de l'activité sur le Ghana et le Nigeria.

- Concernant le marché Ghanéen

la baisse observée est la conséquence de la révision de la politique de financement des infrastructures routières imposée par les nouvelles autorités Ghanéennes.

- Quant au marché Nigérian

les problèmes internes d'exploitation et de logistiques rencontrés au cours de l'exercice (81 jours d'arrêt d'exploitation plus un mois d'arrêt de livraison suite au figeage de la ligne de bitumes au mois de Juillet 2001) ont fortement influencé l'approvisionnement de ce grand marché.

En définitive, cette situation a mis en exergue une fois de plus la fragilité de nos moyens logistiques.

B 2- Les ventes de distillats

Tous les distillats issus du traitement de pétrole brut à bitumes au 31 Décembre 2001 et qui s'élèvent à **103 KT** ont été vendus à la SIR pour un chiffre d'affaires de **16.991 MFCFA** contre **124,2 KT** en 2000 pour un chiffre d'affaires de **23.508 MFCFA**, soit une baisse en volume de **17 %** et en valeur de **28 %**.

II- AU PLAN DE LA PRODUCTION

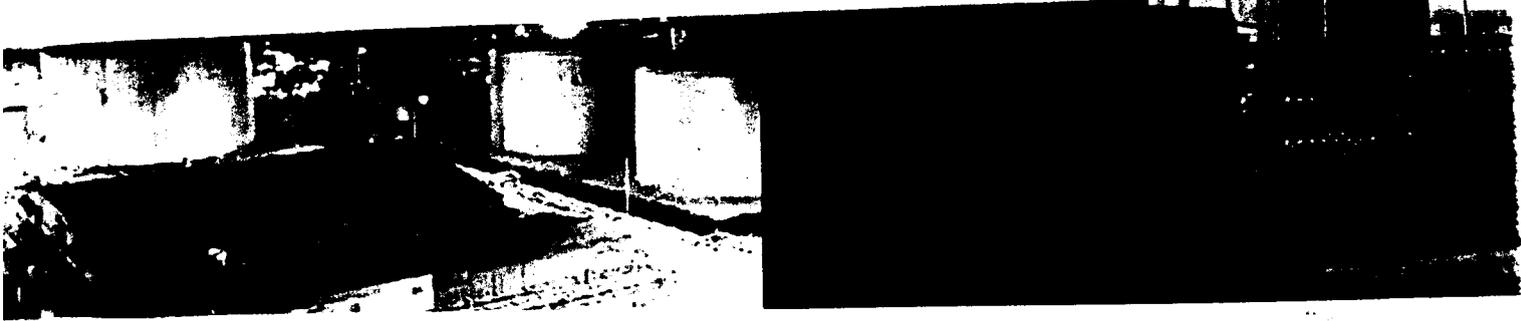
A- TRAITEMENTS DE BRUTS

Au cours de l'exercice 2001 l'usine a traité **209,8 KT** de pétrole brut à bitumes contre **243,7 KT** l'exercice précédent, soit une baisse de **13,9 %**.

Par rapport au budget 2001 (**286,0 KT**), nous enregistrons un taux de réalisation de **73,3 %** correspondant à un taux d'utilisation de l'unité de production de **56,2%**.

Ces différents taux sont la résultante des incidents et arrêts qui ont occasionné 81 jours d'indisponibilité.





RAPPORT

D'ACTIVITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le traitement de pétrole bruts lourds a permis d'obtenir au terme de l'exercice 2001 un volume de **103,1 KT** de distillats et de **104,6 KT** de bitumes (toutes qualités confondues).

B - PROCESSING

L'unité SMB a également traité à façon pour le compte de la SIR au cours de l'exercice 2001, un volume de **165,8 KT** de pétrole brut légers et de slops contre **206 KT** l'exercice précédent, soit une baisse en volume de **19,5%**.

C- INVESTISSEMENTS TECHNIQUES

Les investissements techniques réalisés au cours de l'exercice sous revue s'élèvent à **535 MFCFA**.

Ils concernent principalement les travaux de bacs, l'installation d'une pompe d'expédition de **250 M3/H**, le viscosimètre et l'achat d'un compresseur.

III- AU PLAN DES RESSOURCES HUMAINES

Dans le souci de mettre en œuvre une véritable gestion :

- des emplois,
- des classifications,
- des rémunérations de base liées au poids réel du poste,

La nouvelle Direction de l'entreprise a décidé de procéder à la qualification de tous les emplois de la société.

A travers cette démarche, la SMB était désireuse d'améliorer ses performances et sa compétitivité par la mise en place d'outils modernes de gestion des Ressources Humaines.

Un cabinet spécialisé dans la gestion des Ressources Humaines a été commis pour un diagnostic.

Cette mission a débouché sur des recommandations qui ont connu un début de réalisation

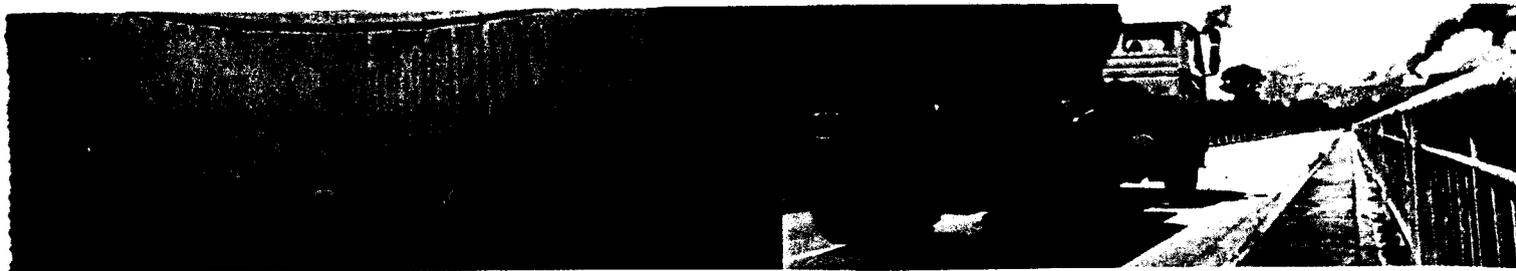
au cours de 2001 par :

- la description de tous les postes de l'organigramme,
- la pesée des postes et la mise en adéquation des catégories des titulaires, avec les plages des postes,
- la rédaction des procédures Ressources Humaines liées aux grandes fonctions,
- la mise en place des courbes de salaires.

Bien que dans l'ensemble, l'effectif de la société soit resté stable, l'exercice 2001 a enregistré les modifications suivantes :

- le départ à la retraite de l'ancien Directeur Général,
- le départ à la retraite anticipée d'un agent,
- le décès de l'ancien Chef de Département Administration Contrôle de Gestion au mois de septembre dernier.





RAPPORT

D'ACTIVITES

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

IV- AU PLAN DE LA GESTION FINANCIERE, COMPTABLE ET FISCALE

Au plan de la gestion financière, les besoins de financement d'exploitation (y compris les importations de pétrole brut) ont été financés essentiellement par la mise en place de crédits spots locaux à des taux moyens variant entre **6,50%** et **7%**, contre **9%** l'exercice dernier.

Au plan de la gestion comptable et sur recommandations de nos Commissaires aux Comptes, les états financiers au 31/12/2001 ont intégré en charges les faits marquants suivants :

- la comptabilisation d'une dotation aux provisions pour dépréciation des certificats FNI pour un montant de **222 MFCFA**,

- la rationalisation et la fiabilisation de la gestion de nos pièces de rechange initiées l'exercice dernier par l'acquisition d'un logiciel de gestion des stocks s'est poursuivie encore cette année par l'instauration des

inventaires physiques tournants.

A l'issue de l'inventaire physique exhaustif de fin d'exercice, il a été opéré une correction globale du stock final théorique pour un montant de **619 MFCFA**.

Cet ajustement concerne des non valeurs accumulées sur plusieurs exercices et contenues dans l'ancien système de gestion des stocks de pièces de rechange, dont la base a été transférée dans le nouveau logiciel.

Au plan de la gestion fiscale, la SMB a fait l'objet d'une pression fiscale sans précédent et qui s'est traduite par les contrôles fiscaux suivants :

- les redressements d'impôts (patentes, impôts fonciers, TVA et BNC) des exercices 1998, 1999 et 2000 pour un montant de **136 MFCFA** (droits simples),

- la vérification générale de la comptabilité des exercices 1998, 1999, 2000 pour un montant de **273 MFCFA** (dont **51 MFCFA** d'intérêts de retard et majorations).

Au plan des résultats financiers,

l'exercice 2001 se caractérise par les données suivantes :

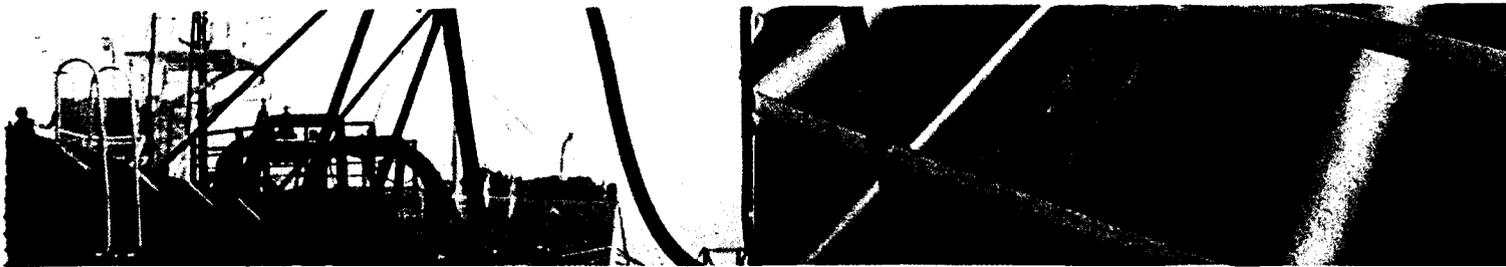
A - CHIFFRES D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires global y compris le traitement à façon pour le compte de SIR (Processing) s'élève à **33.394 MFCFA** au 31/12/2001 contre **41.375 MFCFA** au 31/12/2000 soit une baisse de **19,3%**, traduisant ainsi la sous-activité de l'exercice sous revue.

B - MARGE BRUTE SUR MATIERES

Les achats de pétrole brut lourds (**BCF-17** et **Maya**) se chiffrent à **24.348 MFCFA (230.8KT)** au 31/12/2001 contre **29.279 MFCFA (234.1KT)** soit une baisse de **16,8 %** en valeur et **1,4 %** en quantité.

Le traitement quant à lui s'élève au 31/12/2001 à **22.947 MFCFA** pour une quantité de **209.8 KT**.



RAPPORT

D'ACTIVITES

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ainsi, il se dégage une marge brute sur matières de **8.317 MFCFA** en baisse de **11 %** par rapport à l'exercice dernier.

Cette baisse de la marge brute sur matières est due à la sous activité constatée sur l'exercice **2001**.

C - CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation (hors achats de pétrole brut, dotations aux amortissements et provisions) s'élèvent à **8.290 MFCFA** au 31/12/2001 contre **9.333 MFCFA** au 31/12/2000, soit une baisse de **11,2%**, qui s'explique essentiellement par l'économie réalisée sur les frais directs de production, suite à la sous activité constatée sur l'exercice 2001.

D - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Les dotations aux amortissements et provisions (exploitation et financier) s'élèvent globalement à **823 MFCFA** au

31/12/2001 contre **468 MFCFA** au 31/12/2000, soit une hausse significative de **75,9%**.

Au titre de l'exercice 2001 les dotations à caractère d'exploitation sont de **602 MFCFA** contre **468 MFCFA** pour l'exercice 2000, soit une hausse de **28,4%**.

Cette hausse fait suite à la comptabilisation d'une provision pour risque d'impôts à hauteur de **273 MFCFA** à la clôture 2001.

Concernant les provisions à caractère financier, l'exercice 2001 a enregistré une dotation aux provisions pour dépréciation des certificats FNI détenus par la SMB à hauteur de **222 MFCFA**.

E - RESULTAT COURANT (OPERATIONNEL)

Au 31/12/2001, si l'on fait abstraction des effets spécifiques (correction sur les stocks, provisions sur les certificats FNI, contrôle fiscal etc...) de **1.481 MFCFA** comptabilisés dans les charges, le résultat opérationnel

s'élève à **2.667 MFCFA**.

Par rapport aux réalisations de l'exercice dernier, le résultat courant baisse de **13,4 %**. Cependant, il est hausse de **23,7 %** par rapport aux prévisions budgétaires 2001.

F - RESULTAT NET

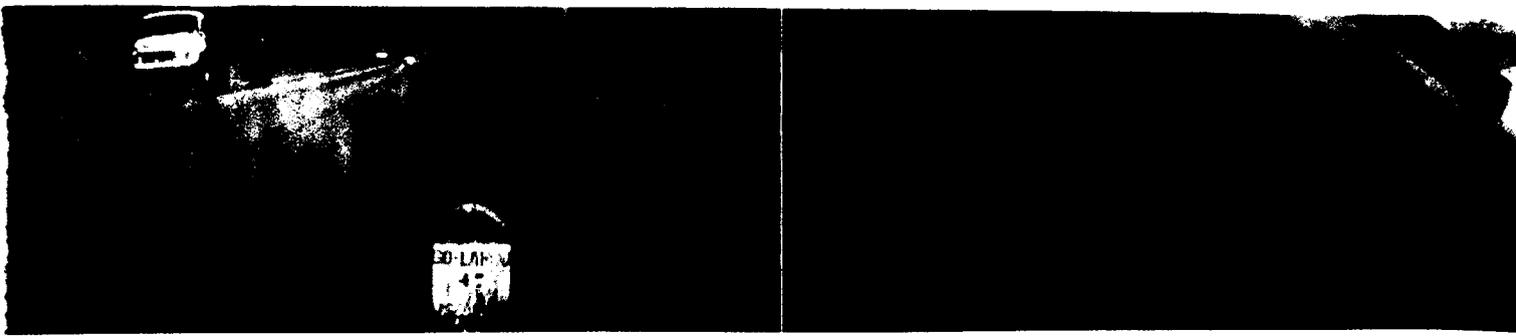
Le résultat net dégagé après déduction de l'impôt BIC est de **391 MFCFA** au 31/12/2001 contre **1.094 MFCFA** au 31/12/2000, soit une baisse de **64,3%**.

G - COMPORTEMENT DE L'ACTION SMB

L'action SMB a eu un comportement relativement satisfaisant à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) au cours de l'exercice 2001.

Elle a évolué dans une fourchette de cours se situant entre **21.100 FCFA** et **22.000 FCFA** (cours au 31/12/2001).





RAPPORT

D'ACTIVITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

H - AFFECTATION DES RESULTATS

A la lumière des considérations précédentes et compte tenu du résultat net dégagé, votre Conseil d'Administration propose l'affectation du résultat obtenu de la manière suivante :
Bénéfice distribuable:

391 MFCFA

De ce bénéfice, il faut retrancher la dotation à la réserve statutaire qui est de:

(78) MFCFA

Et de rajouter le report à nouveau de l'exercice précédent qui est de :

542 MFCFA

Donnant un total à la disposition des actionnaires de :

855 MFCFA.

En conséquence, nous proposons qu'il soit versé un dividende brut de **541 MFCFA**, soit un dividende brut par action de **1111 FCFA** sur la base de **487.200** actions et un dividende net par action de **1000 FCFA**.

Le reliquat de **314 MFCFA** est à inscrire en compte de report à nouveau.

V - PERSPECTIVES 2002

Au plan Commercial

Les trois premiers mois de l'exercice 2002 enregistrent au niveau des ventes **27 KT** de bitumes et **25 KT** de distillats.

Cette tendance va s'améliorer et permettre de réaliser des ventes de l'ordre de **130 KT** de bitumes et **125 KT** de distillats au terme de l'exercice 2002.

Au plan de la production

Les traitements effectués sur les trois premiers mois de l'exercice débouchent sur un taux d'utilisation de l'usine de **86,5 %**, ce qui laisse augurer de bonnes perspectives pour l'année 2002.

Au plan de l'amélioration générale

Au delà des ventes, des actions d'envergure initiées par la Direction de la SMB sont en train d'être entreprises. Il s'agit entre autres :

- . d'un grand arrêt pour la mise à niveau technique de l'outil de production,
- . des investissements en cours

pour améliorer nos capacités d'expédition,

. de l'extension de nos stockages pour se donner les moyens logistiques qui font actuellement défaut à l'entreprise.

Toutes ces actions de développement devraient permettre à la SMB de :

- . répondre aux besoins de plus en plus croissants de nos marchés traditionnels,
- . satisfaire de nouveaux débouchés très concurrentiels, faire face aux défis nouveaux.

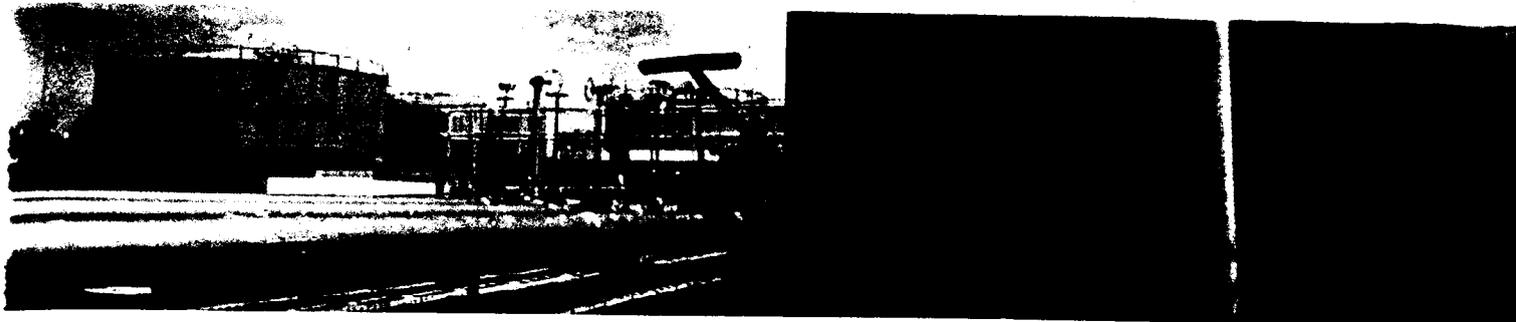
Au plan des Ressources Humaines

En 2002, la finalisation de la mise en œuvre des recommandations (politique de rémunération, élaboration d'une charte Ressources Humaines) sera poursuivie. De même l'accent sera mis sur les formations aboutissant à la prise effective des postes.

Compte tenu de ce qui précède, nous pouvons déduire que les résultats financiers qui en découleront au terme de l'exercice 2002 seront satisfaisants.

Le Conseil d'Administration





RAPPORT

GENERAL

DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2001, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la Société Multinationale de Bitumes S.A. (SMB), tels qu'ils sont joints au présent rapport,

- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I- OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable

que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles comptables généralement admises en Côte d'Ivoire.

II-VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux

vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

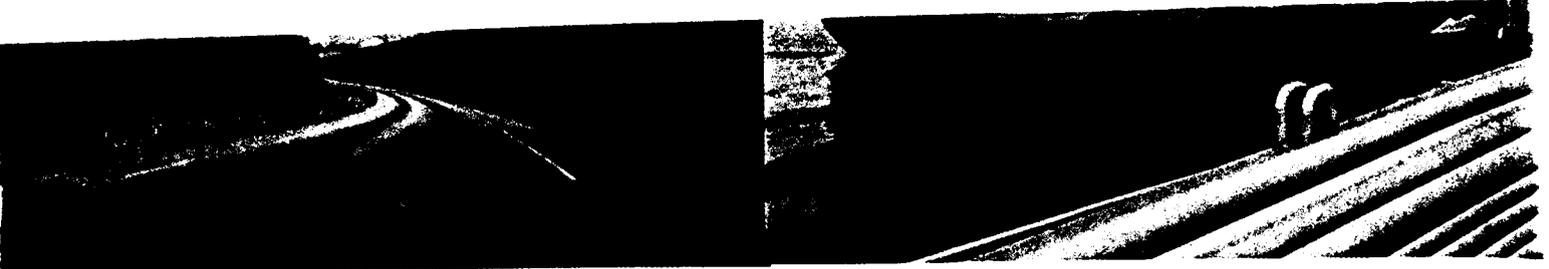
Les Commissaires aux Comptes
ERNST & YOUNG

Christian MARMIGNON
Expert-Comptable Diplômé
Associé

Daouda SANGARE
Expert-Comptable Diplômé

Fait à Abidjan, le 26 Avril 2002





RAPPORT

SPECIAL

DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001



En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention au cours de l'exercice et visée

aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Convention d'assistance continue de la SIR à la SMB

Administrateur concerné : SIR, représentée par Monsieur OTTRO Zirignon Laurent.

Nature et objet : Convention par laquelle la société SIR s'engage à assister de façon générale la SMB dans l'exploitation et l'entretien de ses unités de production. Les domaines couverts par cette convention sont les suivants :

Mise à disposition du « Savoir faire SIR ».

Mise à disposition du Service médical.

Assistance, maintenance et suivi technique

Ceuvres sociales

Location de bacs.

Maintenance logiciel industriel

Location de terrain

Mise à disposition du personnel

Fourniture d'utilités.

Modalités et rémunération : Les montants facturés à la SMB au titre de ces différentes prestations au cours de l'exercice 2001 sont les suivants :

Rémunération au titre du « savoir faire SIR » FCFA 255 millions dont FCFA 122 millions correspondant au différentiel de facturation relatif à la capacité non utilisée par la SIR des unités SMB.



RAPPORT

SPECIAL

DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

Rémunération au titre de la mise à disposition du service médical :
FCFA 24 millions.

Rémunération au titre de la maintenance et du suivi technique :
288 millions.

Rémunération au titre des Œuvres sociales : F CFA 27 millions
Rémunération au titre de la location des bacs : FCFA 20 millions

Rémunération au titre de la maintenance des logiciels industriels :
FCFA 4,2 millions.

Rémunération au titre de la location du terrain SIR :
FCFA 7 millions.

Rémunération au titre de la mise à disposition de personnel :
FCFA 86 millions.

Rémunération au titre de la fourniture d'utilités :
FCFA 489 millions.

Convention de location de lignes de bitume avec la société PETROCI

Administrateur commun : PETROCI

Nature et objet : Convention par laquelle la société PETROCI loue ses lignes de passage de bitume à la SMB

Modalités et rémunération : Les montants facturés à la SMB au titre de cette prestation s'élève à FCFA 77 millions pour l'exercice 2001.

Convention de location de bacs de la société SHELL-CI

Administrateur concerné:
SHELL - C.I

Nature et objet : Convention de location par la société SHELL-CI de bacs de stockage de bitume et de lignes de passage de bitume à la SMB.

Modalités et rémunération : Les montants facturés à la SMB au titre de ces locations pour l'exercice 2001 s'élèvent à FCFA 34 millions pour la location de bacs et FCFA 10 millions pour la location de lignes.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Les Commissaires aux Comptes
ERNST & YOUNG

Daouda Sangaré
Expert-Comptable Diplômé

Christian Marmignon
Expert-Comptable Diplômé
Associé

Abidjan, le 26 Avril 2002



TEXTES DE RESOLUTION

A SOUMETTRE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 Mai 2002

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration, approuve ce document dans son intégralité.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport des Commissaires aux Comptes, approuve ce document dans toutes ses parties.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, sur les conventions

visées par l'article 438 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif aux sociétés commerciales, déclare approuver ces conventions et donne quitus aux administrateurs à cet égard.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des Etats Financiers de synthèse arrêtés au 31 décembre 2001, les approuve tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus de leur gestion pour l'exercice écoulé à tous les Administrateurs.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, donne décharge aux Commissaires aux Comptes de l'accomplissement de leur mission.

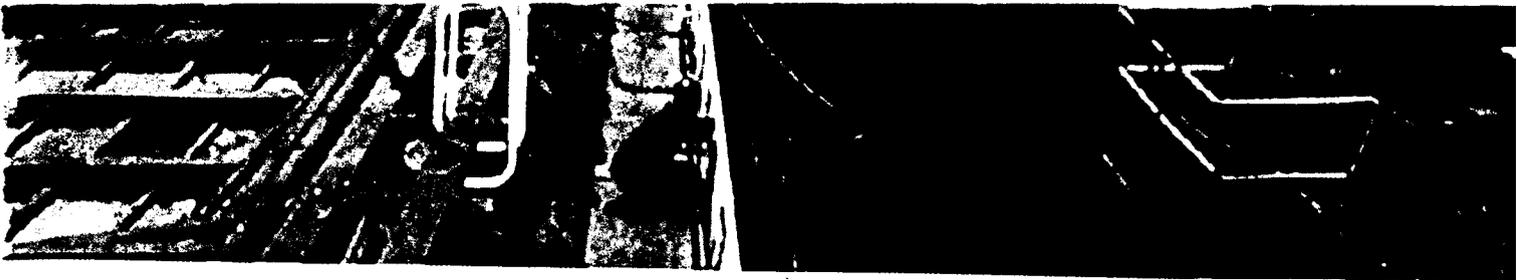
Cette résolution mise aux voix est adoptée à

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'allouer au Conseil d'Administration, au titre de l'exercice écoulé, une indemnité de fonction dont le montant brut est fixé à 13 MFCFA.

Cette indemnité de fonction sera répartie entre les administrateurs par le Conseil d'Administration.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à



TEXTES DE RESOLUTION

A SOUMETTRE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 Mai 2002

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constate l'existence d'un bénéfice net de 391 MFCFA.

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux propositions du Conseil d'Administration du 16/04/2002, décide d'affecter les résultats comme suit :

- Bénéfice distribuable : (391) MFCFA
- Dotation réserve statutaire : (78) MFCFA
- Report à nouveau exercice antérieur : 542 MFCFA
- TOTAL I (à la disposition des actionnaires) : 855 MFCFA

Premier dividende : (73) MFCFA
1.218 MFCFA x 6 %

Super Dividende : (468) MFCFA

-TOTAL II
(Dividende aux actionnaires)

: 541 MFCFA

- Reliquat à inscrire en compte :
de report à nouveau
314 MFCFA

Soit un dividende brut par action de 1111 FCFA sur la base de 487.200 actions et un dividende net par action de 1000 FCFA. Ce dividende sera payable le 18 juin 2002.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

NEUVIEME RESOLUTION

L'ensemble des résolutions précédentes ayant été adopté, tous pouvoirs sont donnés au porteur de copies ou d'extraits certifié conformes du présent procès-verbal pour faire tous dépôts et accomplir toutes formalités de publicité et autres.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à



ETATS

FINANCIERS

BILAN**31 DECEMBRE****2001**

Exercice 2001

Exercice 2000

BILAN ACTIF

brut

amort/prov

net

net

	brut	amort/prov	net	net
ACTIF IMMOBILISE				
Charges immobilisées				
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et développement				
Brevets, Licences, Logiciels	119	35	84	55
Autres immobilisations incorporelles	24	23	1	6
Immobilisations corporelles				
Bâtiments	286	286	0	0
Installations et agencements	332	205	127	128
Matériel	7 690	6 397	1 293	846
Matériel de transport	92	85	7	48
Avances et acomptes versés sur immobilisations				
Immobilisations financières				
Titres de participation	504	0	504	504
Autres immobilisations financières dont H.A.O.	511	222	289	564
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	9 558	7 252	2 306	2 151
ACTIF CIRCULANT				
Actif circulant H.A.O.				
Stocks				
Matières premières et autres				
Approvisionnements	5 730	0	5 730	5 749
Produits fabriqués	1 849	0	1 849	1 880
Créances et emplois assimilés				
Fournisseurs, avances versées	82	82		0
Clients	6 629	0	6 629	10 004
Autres créances	309	41	268	300
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	14 599	123	14 476	17 933
TRESORERIE - ACTIF				
Titres de placement	149	0	149	423
Valeurs à encaisser	4	0	4	4
Banques, chèques postaux, caisse	452	0	452	1 389
TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	605	0	605	1816
Ecarts de conversion - Actif (IV)	142	0	142	42
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	24 904	7 375	17 529	21 942

BILAN PASSIF**Exercice 2001****Exercice 2000**

CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
Capital		
Actionnaires capital non appelé	1 218	1 218
Primes et réserves		
Réserves indisponibles	646	428
Réserves libres	905	905
Report à nouveau	543	642
Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	391	1 094
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	3 703	4287
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
Emprunts	311	445
Dettes financières diverses	0	2
Provisions financières pour risques et charges	1 098	900
TOTAL DETTES FINANCIERES(II)	1 409	1 347
TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	5 112	5 634
PASSIF CIRCULANT		
Dettes circulantes et ressources assimilées : F.A.O.		
Clients, avances reçues	53	12
Fournisseurs d'exploitation	5 588	7 780
Dettes fiscales	136	85
Dettes sociales	61	230
Autres dettes	15	18
Risques provisionnés	101	
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	5 954	8 125
TRESORERIE PASSIF		
Banques, crédits de compte		
Banques, crédits de trésorerie	6 399	7 199
Banques, découverts	23	494
TOTAL TRESORERIE - PASSIF (IV)	6 422	7 693
Ecart de conversion - Passif (V)	41	490
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	17 529	21 942



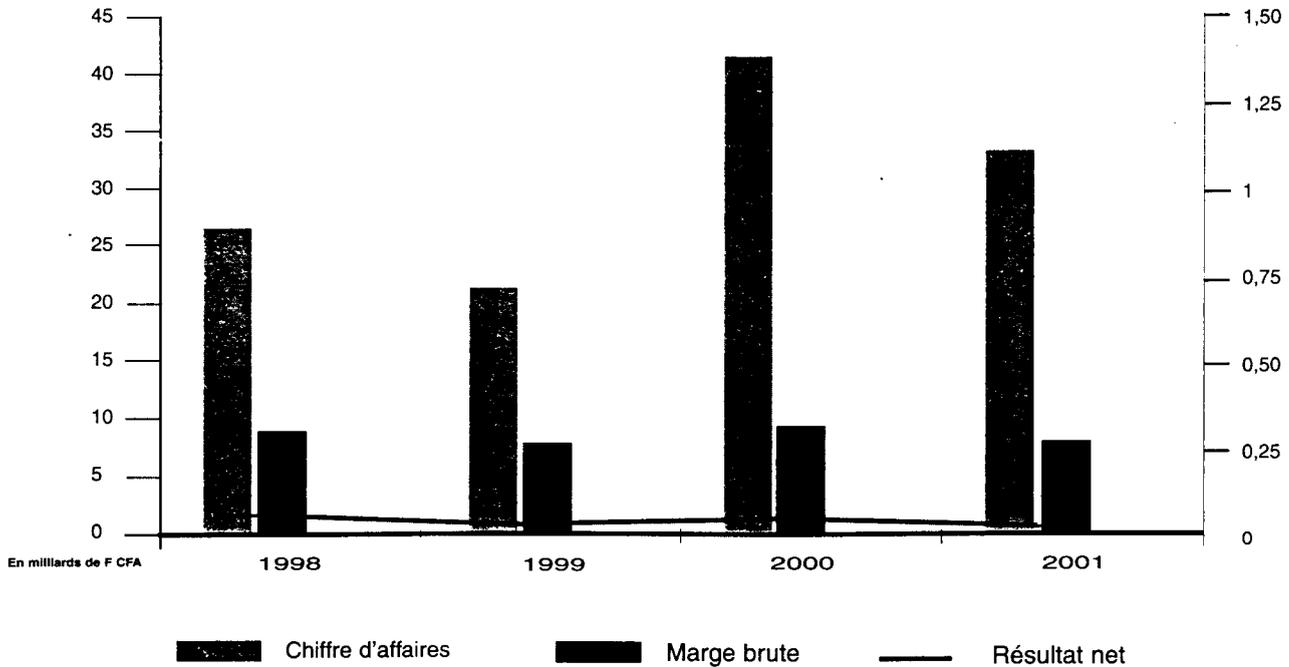
Compte de Résultat PRODUITS

Exercice 2001 Exercice 2000

ACTIVITE D'EXPLOITATION		
Ventes de produits fabriqués	33 174	41 162
Travaux, services vendus	220	213
CHIFFRE D'AFFAIRES	33 394	41 375
Production stockée (ou déstockage)	-32	565
Production immobilisée		
MARGE BRUTE SUR MATIERES	8 317	9 346
Autres produits	106	718
VALEUR AJOUTEE	2 113	3 286
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	1 153	2 271
Reprises de provisions	225	665
Transferts de charges	274	3
Total des produits d'exploitation	33 967	43 326
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 050	2 470
ACTIVITE FINANCIERE		
Revenus financiers	23	77
Gains de change	980	594
Reprises de provisions		
Transferts de charges		
Total des produits financiers	1 002	671
RESULTAT FINANCIER	(239)	(868)
Total des produits des activités ordinaires	34 969	43 997
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	811	1 602
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
Produits des cessions d'immobilisations	16	1
Produits H.A.O.		
Reprises H.A.O.		
Transferts de charges		
Total des produits H.A.O.	16	1
RESULTAT H.A.O.	(7)	(49)
TOTAL GENERAL DES PRODUITS	34 985	43 998
RESULTAT NET	391	1 094



EVOLUTION DES SOLDES DE GESTION



EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION SMB EN 2001

